LE NAUFRAGE ET L'OFFENSE

"LE MALI EST A RENDRE AUX MALIENS "

« Toute société impérialiste voit dans l'Autre la négation de l'idéal qu'elle s'efforce, elle-même, d'atteindre. Elle cherche à le domestiquer en l'attirant dans le champ d'application de son idéal et en l'y situant au degré le plus bas »[i] Wolfgang Sachs

1. QUE SOMMES-NOUS DEVENUS AU MALI ?

« A qui allons-nous rendre les clés ? » est la question posée par Pierre Lellouche, député UMP et Président du groupe Sahel de la Commission des Affaires Etrangères de l'Assemblée Nationale française à propos du Mali. C'était le 22 avril 2013, lors du débat parlementaire qui a précédé le vote de la prolongation de l'opération Serval. Comme pour lui répondre, Hervé Morin, ancien ministre (UMP) de la Défense dit « *Mais il n'y a personne à qui passer la main* ». Comme une lettre à la poste, la prolongation demandée a été adoptée à l'unanimité. S'agissant de l'organisation de l'élection présidentielle en juillet 2013. La France officielle est non seulement unanime mais intransigeante

Je serai « intraitable » a prévenu le Président François Hollande. Ce mot est dans toutes les têtes ici et nous a blessés. Le ministre de la Défense Jean Yves Le Drian estime à ce sujet qu' « il faut dire les choses fortement » (RFI). Les Maliens qui ont accueilli le Président François Hollande en libérateur s'imaginaient que l'Opération Serval débarrasserait rapidement leur pays de Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) et ses affiliés d'Ansar Dine et du MUJAO et que la vie reviendrait comme avant. L'intervention militaire a incontestablement réduit la capacité de nuisance des djihadistes en en tuant quelques centaines et en détruisant d'énormes stocks d'armes et de carburant. Mais les villes de Gao et Tombouctou sont libérées sans l'être totalement puisque des groupes que le discours officiel qualifie de « résiduels » opèrent dans ces localités et y commettent des attentats. Fait plus préoccupant, Kidal est entre les mains du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) qui interdit à l'armée malienne d'y accéder.

De peur de s'enliser, la France revoit ses effectifs à la baisse sans pour autant se retirer. Sa coopération avec la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la mobilisation des troupes africaines de la Mission Internationale de Soutien au Mali (MISMA) étant loin d'être satisfaisante. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies au Mali (MINUSMA) entrera en action en juillet.

La France ne s'enlisera pas. Mais dans quelle aventure a-t-elle embarqué notre pays alors qu'il ne s'y était pas préparé ? Et quel Mali laisserons-nous aux générations futures ? Celui où le départ du dernier soldat français a été l'un des temps forts de sa décolonisation et qui aujourd'hui perd ce qui lui restait de souveraineté ?

Confiant dans son rôle de libérateur, le Président Hollande nous a promis lors de son passage à Bamako une nouvelle indépendance, « *non pas contre le colonialisme, mais contre le terrorisme* ». Comme s'il appartenait à la France de nous sauver d'un péril auquel elle n'est pas étrangère si l'on remonte à son intervention en Libye.

L'Homme malien est-il suffisamment entré dans l'histoire ? Est-il sujet de son propre devenir de manière à jouir de son droit de dire « non » aux choix et aux décisions qui engagent son destin ?

La militarisation comme réponse à l'échec du modèle néolibéral dans mon pays est le choix que je conteste. Interdite de séjour dans les pays de l'espace Schengen, je regarde avec admiration et respect, la mobilisation et la détermination des peuples d'Europe à lutter contre le même système qui en toute quiétude nous broie, ici en Afrique.

2. L'EFFONDREMENT DU CAPITALISME MALIEN « GAGNANT »

Le Mali ne souffre pas d'une crise humanitaire et sécuritaire au nord du fait de la rébellion et de l'islam radical et d'une crise politique et institutionnelle au sud en raison du coup d'Etat du 22 mars 2012. Cette approche réductrice est la première et véritable entrave à la paix et la reconstruction nationale. Nous avons assisté surtout à l'effondrement d'un capitalisme malien prétendument gagnant au coût social et humain fort élevé.

Ajustement structurel, chômage endémique, pauvreté et extrême pauvreté, sont notre lot depuis les années 80. La France et les autres pays européens ont juste une trentaine d'années de retard sur le Mali, et ses frères d'infortune d'Afrique, soumis depuis plus de trois décennies à la médecine de cheval du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale.

Selon le CNUCED (rapport 2001), l'Afrique est le continent où la mise en œuvre des PAS a été la plus massive, la plus poussée et la plus destructrice le long des décennies 80 et 90 au cours desquelles les institutions internationales de financement ne se sont préoccupées que de la correction des déséquilibres macro-économiques et des distorsions du marché en exigeant des Etats des documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP).

Le credo de Margaret Thatcher « *There Is No Alternative* » (TINA) marche à merveille sous nos cieux. Il revient à dire au plan économique « libéralisez vos économies à tout prix », au plan politique « Démocratisez selon nos normes et nos critères » et dans le cas du Mali « votez en juillet ». A cet agenda, suffisamment périlleux, s'ajoute, à présent, le volet militaire « sécurisez vos pays selon nos méthodes et conformément à nos intérêts ».

Sacrifié sur l'autel du commerce dit libre et concurrentiel, mais parfaitement déloyal comme l'illustrent les filières cotonnière et aurifère, et sur celui de la démocratie formelle, le Mali est en train de l'être, également, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

La rébellion du Mouvement Nationale de libération de l'Azawad (MNLA), le coup d'Etat, et le recrutement des jeunes chômeurs et affamés au nord comme au sud du pays par AQMI, Ansar Dine et MUJAO s'inscrivent dans un environnement national explosif. Il a été marqué en fin 2011 et début 2012 par des marches de protestations contre la vie chère, le chômage, la précarité, le référendum constitutionnel, la question foncière, la corruption et l'impunité.

Mis à part la petite minorité des nouveaux riches, c'est le peuple malien qui est le grand perdant de l'ouverture de l'économie nationale aux forceps. Il est diverti par le discours mensonger et soporifique sur l'exemplarité de notre démocratie et de nos performances économiques qui étaient semble-t-il les meilleures de l'UEMOA. Les voix discordantes sont ostracisées.

3. DENI DE DEMOCRATIE

Démocratique à l'intérieur de ses frontières, lorsqu'on considère la teneur et la vivacité du débat dans l'hémicycle et dans la rue sur le mariage pour tous, par exemple, elle se montre intraitable dans ses relations avec le Mali. Ne pas voir le moindre mal dans son retour en force. Ne rien savoir de ses desseins ou faire semblant de ne pas savoir. Chanter et danser à sa gloire si l'on veut être dans ses bonnes grâces, exister politiquement et circuler librement en Europe. S'y refuser, reviendrait à ne pas être avec elle, donc contre elle. On se croirait au lendemain des attentats du World Trade Center aux Etats-Unis d'Amérique en 2001, au moment où le Président américain Georges W Bush déclarait : « Ou bien on est avec nous, ou

bien on est avec les terroristes ». Dans mon cas ce sont les idées de gauche sur les ravages de la mondialisation néolibérale en Afrique qui sont devenues subversives. Elles m'avaient pourtant valu d'être l'invitée du Parti Socialiste à son université de la Rochelle en 2010.

Pour brouiller le sens de mon discours et de mon combat j'ai été qualifiée d'abord de pro-putschiste et d'anti-CEDEAO, avant l'étape actuelle de mon assignation à résidence. Je suis redevable à Karamoko Bamba du mouvement N'KO de cette pensée africaine selon laquelle « *celui qui a le fusil ne s'en sert pas pour prendre le pouvoir. Et celui qui détient le pouvoir l'exerce dans l'intérêt du peuple et sous son contrôle ».*

Pourquoi devais-je faire porter l'entière responsabilité de l'effondrement de l'Etat aux laissés-pour-compte d'une armée gangrenée, comme les autres institutions de la République, par la corruption, le népotisme et l'impunité ?

Il ne peut être reproché aux militaires de ne pas savoir défendre un pays dont les élites politiques et économiques, non seulement acceptent de l'ouvrir au marché dans les pires conditions mais en profitent pour s'enrichir. Le naufrage est d'abord le leur pour avoir revendiqué un modèle économique qui rime avec le désengagement et le délitement de l'Etat, la ruine des paysans, la clochardisation des troupes et le chômage endémique. S'ils n'avaient pas les moyens d'appréhender les ravages du système dans les années 80, nos dirigeants politiques ne peuvent plus l'ignorer au regard de l'impasse dans laquelle ce système a conduit la Grèce, l'Espagne, le Portugal, Chypre et… la France, leur mode de référence.

4. DE L'OSTRACISATION A LA CRIMINALISATION

C'est le 12 avril au moment de me rendre à Berlin à l'invitation de la gauche allemande (Die Linke) et à Paris à celle du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) que j'ai appris que j'étais devenue *persona non grata* en Europe à la demande de la France. Il en est de même pour Oumar Mariko, le Secrétaire général du parti SADI (*Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance*). L'ambassade d'Allemagne m'a donné un visa qui m'a permis de me rendre à Berlin en passant par Istanbul (Turquie) au lieu d'Amsterdam (Pays-Bas) comme initialement prévu. Quant à l'étape de Paris, elle a tout simplement été annulée.

J'ai pris connaissance de mon statut de *persona non grata* par le message suivant qui m'a été adressé par la Fondation Rosa Luxembourg

« L'ambassade d'Allemagne à Bamako nous a informé ce matin que la condition indispensable pour votre visa pour l'Allemagne est que vous ne voyagez pas via un pays de Schengen. C'est pourquoi nous avons acheté un nouveau ticket (des vols via Istanbul/Turquie) que vous trouvez ci-joint. Je suis désolé que de ce fait vous n'avez pas la chance de rester trois jours à Paris. Mais l'ambassade d'Allemagne nous a informé que la France a empêché qu'on vous donne un visa pour tous les pays Schengen. On va venir vous chercher à l'aéroport à Berlin lundi. »

L'Association « Afrique Avenir » en co-organisatrice de l'une des conférences à Berlin a protesté et ses principaux partenaires ont réagi à leur tour. Je remercie tous ceux qui m'ont témoigné leur solidarité et rappelle ici le sens de mon combat, pour ceux qui considèrent que la France a le droit de porter atteinte à ma liberté de circulation en raison de mon désaccord avec Paris lorsqu'il ne pratique que la politique de ses intérêts.

Qui peut me reprocher ce que les auteurs du rapport d'information du Sénat français disent si clairement en ces termes « *La France ne peut se désintéresser de l'Afrique qui est, depuis des décennies, sa profondeur stratégique, qui sera demain, plus peuplée que l'Inde et la Chine (en 2050, l'Afrique aura 1,8 milliards d'habitants contre 250 millions en 1950), qui recèle la plupart des ressources naturelles, désormais raréfiées et qui connaît un décollage économique, certes,*

inégal, mais sans précédent, qui n'est plus, seulement, porté par l'envolée du cours des matières premières, mais aussi, par l'émergence d'une véritable classe moyenne ».

Si le constat sur les enjeux démographiques et économiques est fondé, le « *décollage économique* » auquel ce rapport fait allusion est incertain, source de conflits parce qu'inégalitaire, ne profitant d'abord qu'aux entreprises étrangères et à une partie de l'élite politique et économique.

Les enjeux de l'intervention militaire en cours sont : économiques (l'uranium, donc le nucléaire et l'indépendance énergétique), sécuritaire (les menaces d'attentats terroristes contre les intérêts des multinationales notamment AREVA, les prises d'otages, le grand banditisme, notamment le narcotrafic et les ventes d'armes), géopolitique (notamment la concurrence chinoise) et migratoires.

Quelle paix, quelle réconciliation et quelle reconstruction peut-on espérer lorsque ces enjeux sont soigneusement cachés au peuple ?

5. L'INSTRUMENTALISATION DES FEMMES

L'interdiction de l'espace Schengen ne me vise pas en tant que femme mais elle démontre que celles qui refusent d'être instrumentalisées dans la défense des intérêts dominants peuvent être combattues. J'en fais la douloureuse expérience au niveau national depuis longtemps déjà, mais ne m'attendais à être ostracisée de la part du pays des droits de l'homme, précisément, au moment où mon pays est en guerre. Il viole ainsi la résolution 1325, relative à la participation des femmes à la prise de décision à tous les niveaux, à la prévention ou à la résolution des conflits ainsi qu'à la reconstruction.

Dois-je rappeler que le 8 mars 2013, Journée Internationale des Femmes, le Président François Hollande répondait à son prédécesseur, Nicolas Sarkozy qui s'interrogeait sur la présence de l'armée française au Mali, qu'elle y est allée « *parce qu'il y avait des femmes victimes de l'oppression et de la barbarie ! Des femmes à qui l'on imposait de porter le voile ! Des femmes qui n'osaient plus sortir de chez elles. Des femmes qui étaient battues* ! ».

A propos de voile, je suis l'une des rescapées maliennes et sahéliennes de l'analphabétisme qui tente de déchirer celui, pernicieux, de l'illettrisme économique qui maintient les Africains dans l'ignorance la plus totale des politiques néolibérales et fait d'eux du bétail électoral. Le Président Hollande se montrerait-il si intraitable quant à la date de l'élection présidentielle au Mali s'il avait devant lui un électorat malien qui place la souveraineté économique, monétaire, politique et militaire au cœur du débat politique ?

A propos des femmes qui " n'osaient plus sortir de chez elles", je sortais jusqu'ici librement de mon pays et parcourais tout aussi librement l'Europe et le monde. Quelle que soit l'issue de la situation que je traverse en ce moment, elle ne peut qu'être dissuasive pour les autres Maliennes et Africaines qui ont envie de comprendre le monde global et de lutter pour ne pas le subir mais en être des citoyennes averties et actives.

6. AIDE AU DEVELOPPEMENT OU A LA MILITARISATION

Au djihadisme armé il faut, semble-t-il, une solution armée. La voie est ainsi ouverte dans un pays comme le nôtre aux achats d'armement au lieu d'analyser et de soigner le radicalisme religieux qui prospère là où l'Etat, ajusté et privatisé, est nécessairement carencé ou tout simplement absent.

Faire l'âne pour avoir du foin, est le comportement qui prévaut dans ce contexte de pauvreté généralisée tant au niveau des Etats que de certaines organisations non étatiques. Et la guerre -comble de l'horreur- est aussi une occasion d'injecter de l'argent frais dans notre économie exsangue.

Déçue par les hésitations et les lenteurs de l'Europe dont la solidarité s'est traduite jusqu'ici par la formation de l'armée malienne et de certains soutiens bilatéraux, la France invite au partage de l'effort financier entre Européens dans la défense de leurs intérêts stratégiques en Afrique de l'Ouest. D'autres bailleurs de fonds y seront associés.

Le 15 mai 2013 à Bruxelles, les bailleurs de fonds examineront le plan d'actions prioritaires d'urgence (pour 2013 et 2014). Les ressources qui seront mobilisées (ou annoncées) profiteront-elles au peuple malien, qui ne sait plus où donner de la tête ou irrigueront-elles les mêmes circuits économiques selon les mêmes pratiques qui ont aggravé la pauvreté et les inégalités.

Dans le cadre de la reprise de la Coopération, le ministre français délégué auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé du Développement annonce 240 millions d'euros destinés à financer l'agriculture, les services de bases dont l'eau et l'électricité dans les régions du nord, le retour des populations.

C'est le lieu de rappeler que Tripoli la capitale Libyenne a abrité, les 29 et 30 novembre 2010, le Troisième Sommet Afrique-UE où le Guide libyen, Mouammar Kadhafi, a accueilli, en grande pompe, les dirigeants de 80 pays africains et européens.

La création d'emplois, les investissements et la croissance économique, la paix, la stabilité, les migrations et le changement climatique étaient à l'ordre du jour de ce sommet. Les participants s'étaient mis d'accord sur un « plan d'action » pour un Partenariat Afrique-UE de 2011 à 2013.

L'UE a, à cette occasion, réaffirmé son engagement à consacrer 07% de son PNB à l'aide publique et au développement d'ici 2015 et d'affecter 50 milliards d'euros aux objectifs généraux du partenariat envisagé entre 2011 et 2013. Nous sommes en 2013 et fort loin des objectifs de développement du Millénaire et des voies et moyens de les atteindre en 2020. Car le ver dans le fruit.

La paix, la réconciliation et la reconstruction du Mali, n'ont aucune chance d'aboutir si elles doivent reposer sur des arrangements politiciens en vue d'engranger l' « aide extérieure ».

L'Etat, ou ce qui en reste ainsi que les rebelles se battent et négocient dans le cadre du même paradigme qui a aggravé le chômage, la pauvreté et les tensions. Les différends se règlent en termes d'investissement, dans les infrastructures, le lieu par excellence de l'enrichissement rapide et de la corruption. La liste des travaux d'infrastructures mal exécutés ou non réalisés est longue. Elle explique en partie le mécontentement des populations du septentrion qui souffrent pendant que des maisons individuelles poussent au su et au vu de tout le monde grâce aux détournements de fonds et l'argent du narcotrafic.

7. OSONS UNE AUTRE ECONOMIE

Rien ne sera plus comme avant. Ce qui était difficile risque de l'être davantage avec la militarisation qui absorbera des ressources dont nous avons cruellement besoin pour l'agriculture, l'eau, la santé, le logement, l'environnement et l'emploi.

Opération Serval, Mission Internationale de Soutien au Mali (MISMA), Mission Intégrée de Stabilisation Multidimensionnelle des Nations-Unies, la défense de notre pays et notre sécurité, avant d'être militaire, est d'abord un défi intellectuel, moral et politique.

Je me suis reconnue dans les propos du candidat François Hollande lorsqu'il déclara qu' « *il est temps de choisir une autre voie. Il est temps de choisir une autre politique* ». Ce temps est, assurément, venu et pour la France et pour ses anciennes colonies d'Afrique. Il est celui des transitions économiques, sociales, politiques, écologiques et civilisationnelles qui n'ont rien à voir avec la feuille de route de la « *communauté internationale* ». Elles renvoient à un changement de paradigme**.**

Que les dirigeants africains qui ont intériorisé le discours mensonger sur l'inéluctabilité de cette guerre afin d'en finir le péril djihadiste ne s'y trompent pas : l'effet de contagion qu'ils redoutent, tient moins à la mobilité des djihadistes qu'à la similitude des réalités économiques, sociales et politiques induites par le modèle néolibéral.

Si les chefs djihadistes viennent d'ailleurs, la majorité des combattants sont des jeunes maliens sans emplois, sans interlocuteurs, sans perspectives d'avenir. Les narcotrafiquants puisent, eux-aussi, convoyeurs et revendeurs de drogue parmi la même jeunesse désemparée.

La misère morale et matérielle des jeunes diplômés, des paysans, des éleveurs et d'autres groupes vulnérables constitue le véritable ferment des révoltes et des rebellions qui, mal interprétées, alimentent, de l'intérieur bien des réseaux. La lutte contre le terrorisme et le crime organisé, sans effusion de sang, au Mali et en Afrique de l'Ouest passe par l'analyse honnête et rigoureuse du bilan des trois dernières décennies de libéralisme sauvage, de destruction du tissu économique et social ainsi que des écosystèmes. Rien n'empêche les centaines de milliers de jeunes Maliens, Nigériens, Tchadiens, Sénégalais, Mauritaniens et autres, qui viennent chaque année grossir le nombre des demandeurs d'emploi et de visas, de rejoindre le rang des djihadistes si les Etats et leurs partenaires techniques et financiers ne sont pas capables de remettre le modèle néolibéral en question.

8. L'INDISPENSABLE CONVERGENCE DES LUTTES

Je plaide pour un élan de solidarité qui prenne le contre-pied de la militarisation, nous restitue notre dignité, préserve la vie et les écosystèmes.

Tout irait dans le bon sens si les 15.000 soldats étaient des enseignants, des médecins, des ingénieurs et si les milliards d'euros, qui vont être dépensés, étaient destinés à ceux et celles qui ont le plus besoin. Nos enfants n'auraient pas besoin d'aller se faire tuer en soldats mal payés, en narcotrafiquants ou en fous de Dieu.

Nous nous devons de nous atteler, nous-mêmes à la tâche primordiale de la transformation de notre moi profond, ébranlé et de notre pays meurtri. L'avantage considérable de l'approche systémique est la détribalisation des conflits au profit d'une conscience politique qui réconcilie et rassemble ceux que l'économie mondialisée broie. Touareg, Peulh, Arabes, Bamanan, Sonrhaï, Bellah, Sénoufos cesseraient de s'en prendre les uns aux autres et se battraient ensemble et autrement.

Cette approche altermondialiste nous rend notre « dignité » dans un contexte où nous avons tendance à culpabiliser et à nous en remettre, poings et pieds liés, à une « communauté internationale » juge et partie.

Elle plaide pour la convergence des luttes à l'intérieur des frontières entre les différentes composantes de la société éprouvées par la barbarie du système capitaliste qui ne veulent ni se résigner ni se soumettre. Elles doivent explorer ensemble des alternatives à la guerre.

Les Etats libéraux ayant privilégié la guerre et investi dans les armes de destruction des vies humaines, du lien social et des écosystèmes, innovons à travers la bataille des idées et convoquons une conférence

citoyenne au sommet pour l'autre développement du Mali, en vue de desserrer l'étau de la mondialisation capitaliste. Il s'agit d'instaurer le débat sur la relation entre politiques néolibérales et chaque aspect de la crise : chômage endémique des jeunes, rébellions, mutineries, coups d'Etat, violences faites aux femmes, radicalisme religieux.

Un travail inédit et intense d'information et d'éducation citoyenne dans les langues nationales, permettra aux Maliens de parler enfin entre eux de leur pays et de leur avenir.

Parce que tous les Hommes naissent libres et égaux en droits, nous revendiquons juste notre droit à :

- un autre économie, de manière à disposer des richesses de notre pays, et à choisir librement des politiques qui nous mettent à l'abri du chômage, de la pauvreté, de l'errance et de la guerre ;
- un système politique véritablement démocratique, parce que intelligible pour l'ensemble des Maliens, décliné et débattu dans les langues nationales, fondé sur des valeurs de culture et de société largement partagées ;
- la liberté d'expression et de circulation.

9. RENDEZ-NOUS LES CLES DE NOTRE PAYS !

La France officielle qui déclare *urbi et orbi* que nous n'avons « pas d'Etat digne de ce nom », ni « d'armée digne de ce nom », considère certainement que nous n'avons pas non plus d'existence en tant que peuple pour aller jusqu'à se demander « à qui remettre les clés » et à exiger l'organisation de nos élections en juillet 2013. Elle s'accommode par ailleurs de l'annulation de la concertation nationale - qui devait nous permettre de prendre ensemble entre Maliens le pouls de notre pays. Elle s'accommode tout autant de l'état d'urgence instauré, puis prolongé une première fois, et une seconde fois de manière à « sécuriser » la transition.

Je n'ai pas le sentiment que la « guerre contre le terrorisme » ait apporté la paix en Irak, en Afghanistan et en Libye, et que les casques bleus ont su garantir aux populations de la République Démocratique du Congo et en Haïti la sécurité que celles-ci étaient en droit d'attendre d'eux.

Mais je suis persuadée qu'il y a en chaque Malienne et chaque Malien un(e) soldat(e), un(e) patriote qui doit pouvoir participer à la défense de ses intérêts et du Mali à partir d'une bonne connaissance de son état réel dans l'économie mondialisée.

La réponse à l'insupportable question de Claude Lellouche est claire : le Mali est à rendre aux Maliens. Nous pouvons-en prendre le plus grand soin parce que, comme Bouna Boukary Dioura l'a rappelé, nous savons, nous les peuples du Sahel que les rochers finissent par fleurir à force d'amour et de persévérance.

Rendez les clés du Mali au peuple malien !

Aminata D. Traoré, Bamako le 03 mai 2013

[i] Wolfgang Sachs et Gustavo Esteva : Des ruines du développement. Les Editions Ecosociété 1996.